

RCS : COLMAR Code greffe : 6851

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de COLMAR atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 00052 Numéro SIREN : 488 221 672 Nom ou dénomination : COFIME AUDIT
--

Ce dépôt a été enregistré le 15/03/2023 sous le numéro de dépôt 649

2023/649
2006 B00052



COFIME SA - 5 Rue Bertrand Monnet - CS 10034 - 68025 Colmar
Tél. : 03 89 22 99 00 - Fax : 03 89 22 99 10
E-mail : hlbcofine@hlb-cofine.com
www.hlb-groupecofine.com



COMPTES ANNUELS

2022

Période du 01/07/2021 au 30/06/2022

SAS COFIME AUDIT

5 RUE BERTRAND MONNET
CS 10034
68025 COLMAR CEDEX

Siret : 48822167200014

Pour copie
certifiée conforme



Période du 01/07/2021 au 30/06/2022

COMPTES ANNUELS

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/06/2022	Net 30/06/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	3 500		3 500	3 500
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	36 097	25 984	10 114	13 018
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	39 597	25 984	13 614	16 518
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	456 430	99 566	356 864	353 829
Autres créances	445 092		445 092	623 417
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	172 238		172 238	400 401
Charges constatées d'avance (3)	37 250		37 250	16 091
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 111 010	99 566	1 011 444	1 393 739
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 150 607	125 550	1 025 058	1 410 257
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	30/06/2022	30/06/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation	4 000	4 000
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	250 000	220 000
Autres réserves	15 275	13 422
Report à nouveau	40 745	61 852
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	350 020	339 275
TOTAL CAPITAUX PROPRES		
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	18 699	14 620
Provisions pour charges	18 699	14 620
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	287 756	300 520
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	106 195	489 208
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	259 508	247 293
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 880	4 260
Autres dettes		15 081
Produits constatés d'avance	656 339	1 056 362
TOTAL DETTES		
Ecart de conversion passif	1 025 058	1 410 257
TOTAL GENERAL		
(1) Dont à plus d'un an (a)	213 384	288 045
(1) Dont à moins d'un an (a)	442 955	768 317
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		60
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	30/06/2022	30/06/2021
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	1 570 719	47 060	1 617 779	1 577 264
Chiffre d'affaires net	1 570 719	47 060	1 617 779	1 577 264
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 956	1 822
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			49 091	41 369
Autres produits			783	97
Total produits d'exploitation (I)			1 669 609	1 620 552
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			974 233	1 000 620
Impôts, taxes et versements assimilés			9 445	10 001
Salaires et traitements			409 700	346 550
Charges sociales			159 639	143 078
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 017	3 838
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			16 898	35 628
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			4 079	
Autres charges			30 164	7
Total charges d'exploitation (II)			1 608 174	1 539 722
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			61 435	80 830
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			4 340	3 991
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			4 340	3 991
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			3 424	943
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			3 424	943
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			916	3 047
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			62 351	83 877

Compte de résultat

	30/06/2022	30/06/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	375	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	375	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	375	
Participation des salariés aux résultats (IX)	9 906	4 592
Impôts sur les bénéfices (X)	12 074	17 433
Total des produits (I+III+V+VII)	1 674 324	1 624 543
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 633 578	1 562 690
BENEFICE OU PERTE	40 745	61 852
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	4 340	3 990

Période du 01/07/2021 au 30/06/2022

Annexe légale

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS COFIME AUDIT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2022, dont le total est de 1 025 058 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 40 745 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2022 ont été établis conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre 3 du livre VII du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 sous réserves des dispositions particulières du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets :
3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 7 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,22 %
- Taux de croissance des salaires : 1,50 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : faible à moyen
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2013)

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 18 699 euros.

 Faits caractéristiques**Autres éléments significatifs**

La crise sanitaire COVID-19 ayant impacté l'économie française et mondiale n'a pas eu d'impact majeurs sur notre activité lors de cet exercice.

Néanmoins, afin de se prémunir contre tout risque d'exploitation, notre entité a souscrit en 04/2020 à deux PGE amortissables sur 5 ans pour un montant global de 300 K€. Au 30/06/2022, le solde restant à rembourser s'élève à 287 670 EUR

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 500			3 500
Immobilisations incorporelles	3 500			3 500
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	12 239			12 239
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	33 353	1 112	10 607	23 858
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	45 592	1 112	10 607	36 097
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	49 092	1 112	10 607	39 597

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 112		1 112
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		1 112		1 112
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		10 607		10 607
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		10 607		10 607

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 515	1 224		6 739
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 059	2 793	10 607	19 245
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	32 574	4 017	10 607	25 984
ACTIF IMMOBILISE	32 574	4 017	10 607	25 984

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 938 772 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	456 430	456 430	
Autres	445 092	445 092	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	37 250	37 250	
Total	938 772	938 772	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	88
RABAIS.REMISES RISTOURNES&AVOIRS A	180 000
COMPTES COURANT DES ASS.INTERETS CO	4 340
Total	184 427

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 40 000,00 euros décomposé en 2 000 titres d'une valeur nominale de 20,00 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	14 620	4 079			18 699
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	14 620	4 079			18 699
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		4 079			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 656 339 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	287 756	74 371	213 384	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 195	106 195		
Dettes fiscales et sociales	259 508	259 508		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 880	2 880		
Produits constatés d'avance				
Total	656 339	442 955	213 384	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	12 705			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	17 274
INT.COURUS/EMPRUNT ETABLIS.CREDIT	85
DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES A P	46 835
DETTES PROVISIONNEES POUR PARTICIPA	9 798
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL A PAYER	37 418
CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER	15 280
ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A PAYER	6 748
ETAT CHARGES A PAYER	2 345
Total	135 783

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	37 250		
Total	37 250		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

		30/06/2022
FRANCE		1 570 719
ETRANGER		47 060
TOTAL		1 617 779

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 2 550 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant	62 351	12 074	50 277
+ Résultat exceptionnel	375		375
- Participations des salariés	9 906		9 906
Résultat comptable	52 819	12 074	40 745
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

 Autres informations**Effectif**

Effectif moyen du personnel : 10 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	6	
Ouvriers		
Total	10	

Autres informations

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
GARANTIE DE L'ETAT SUR PGE (90% DU CAPITAL RESTANT DU)	258 903
Autres engagements reçus	258 903
Total	258 903
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 18 699 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 18 699 euros

Méthode taux d'actualisation : 3,22 %

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

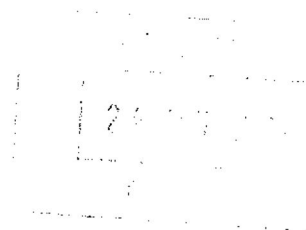
"COFIME AUDIT"

Société par Actions Simplifiée au Capital de 40 000 euros

5 Rue Bertrand Monnet

68000 COLMAR

RCS COLMAR 488 221 672



**EXTRAIT DU
PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 18 NOVEMBRE 2022**

Exercice clos le 30 juin 2022

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le **bénéfice** de l'exercice s'élevant à **40 745,37 euros** de la façon suivante :

- à titre de **dividendes** **30 000,00 euros**
soit 15 euros par action
- au compte **Report à nouveau créateur** **10 745,37 euros**
- Total égal au bénéfice de l'exercice** **40 745,37 euros**

Ce dividende serait mis en paiement au siège social **à compter de ce jour.**

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

- depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,

- le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),

- peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,

- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le **30 juin 2022** éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts mais non soumis s'élève à **29 760 euros** s'agissant d'une distribution au profit de personnes morales, le montant soumis à l'abattement de 40% s'agissant d'une distribution au profit de personnes physiques s'élève à **240 euros**.

Il a en outre été rappelé aux associés que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 30 juin 2019

Néant

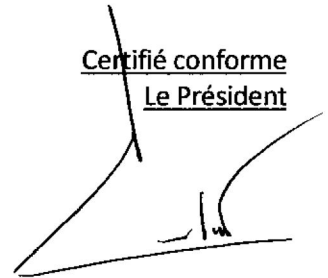
Exercice clos le 30 juin 2020

- . Dividendes éligibles mais non soumis à l'abattement de 40% s'agissant d'une distribution au profit de personnes morales : 14 880 euros
- . Dividendes éligibles mais non soumis à l'abattement de 40% s'agissant d'une distribution au profit de personnes physiques : 120 euros

Exercice clos le 30 juin 2021

- . Dividendes éligibles mais non soumis à l'abattement de 40% s'agissant d'une distribution au profit de personnes morales : 29 760 euros
- . Dividendes éligibles mais non soumis à l'abattement de 40% s'agissant d'une distribution au profit de personnes physiques : 240 euros

Certifié conforme
Le Président

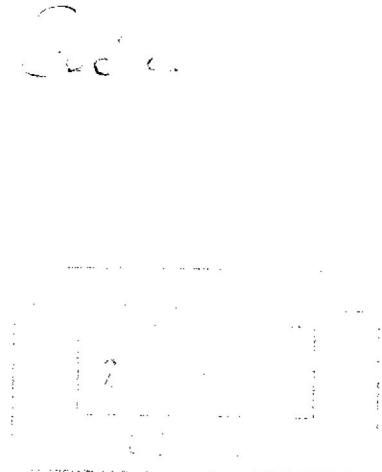




Frédéric **ZIMMER**
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Siège social
7, Quai Jacques Sturm
67000 STRASBOURG

Tél. 03 88 30 71 40
Fax 03 88 30 57 46



COFIME AUDIT SAS

5, rue Bertrand Monnet

68000 COLMAR

RCS COLMAR TI 488 221 672
N° de Gestion 2006 B 52

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR L'EXERCICE**

Exercice du 01. 07. 2021 au 30. 06. 2022



Frédéric **ZIMMER**
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Siege social
7, Quai Jacques Sturm
67000 STRASBOURG

Tél. 03 88 30 71 40
Fax 03 88 30 57 46

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice du 01. 07. 2021 au 30. 06. 2022

COFIME AUDIT SAS

5, rue Bertrand Monnet

68000 COLMAR

RCS COLMAR TI 488 221 672
N° de Gestion 2006 B 52

À l'Assemblée Générale de la société COFIME AUDIT SAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale des Actionnaires, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COFIME AUDIT SAS relatifs à l'exercice clos le 30.06.2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

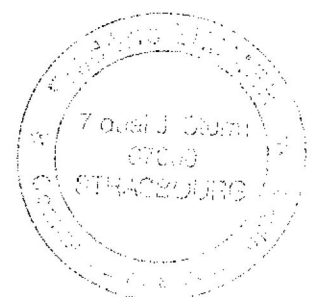
Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01.07.2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

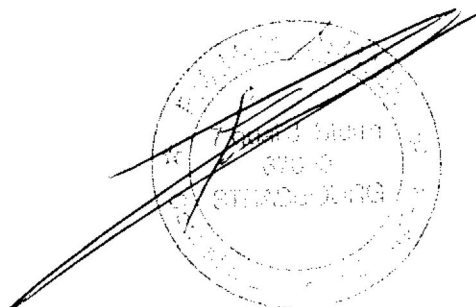


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

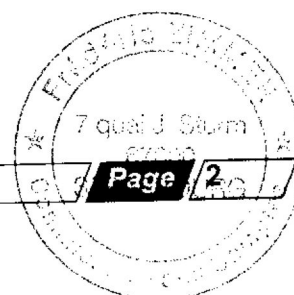
Fait à Strasbourg, le 3 novembre 2022

Frédéric ZIMMER
Commissaire aux comptes



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/06/2022	Net 30/06/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	3 500		3 500	3 500
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	36 097	25 984	10 114	13 018
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	39 597	25 984	13 614	16 518
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	456 430	99 566	356 864	353 829
Autres créances	445 092		445 092	623 417
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	172 238		172 238	400 401
Charges constatées d'avance (3)	37 250		37 250	16 091
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 111 010	99 566	1 011 444	1 393 739
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 150 607	125 550	1 025 058	1 410 257
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

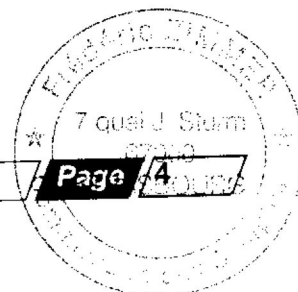


Bilan passif

	30/06/2022	30/06/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	250 000	220 000
Report à nouveau	15 275	13 422
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	40 745	61 852
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	350 020	339 275
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	18 699	14 620
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	18 699	14 620
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	287 756	300 520
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 195	489 208
Dettes fiscales et sociales	259 508	247 293
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 880	4 260
Produits constatés d'avance		15 081
TOTAL DETTES	656 339	1 056 362
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 025 058	1 410 257
(1) Dont à plus d'un an (a)	213 384	288 045
(1) Dont à moins d'un an (a)	442 955	768 317
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		60
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	30/06/2022	30/06/2021
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	1 570 719	47 060	1 617 779	1 577 264
Production vendue (services)		47 060	1 617 779	1 577 264
Chiffre d'affaires net	1 570 719			
Production stockée				
Production immobilisée			1 956	1 822
Subventions d'exploitation			49 091	41 369
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			783	97
Autres produits			1 669 609	1 620 552
Total produits d'exploitation (I)				
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock			974 233	1 000 620
Autres achats et charges externes (a)			9 445	10 001
Impôts, taxes et versements assimilés			409 700	346 550
Salaires et traitements			159 639	143 078
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :			4 017	3 838
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			16 898	35 628
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 079	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			30 164	7
Autres charges			1 608 174	1 539 722
Total charges d'exploitation (II)			61 435	80 830
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)				
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			4 340	3 991
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			4 340	3 991
Total produits financiers (V)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			3 424	943
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			3 424	943
Total charges financières (VI)			916	3 047
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			62 351	83 877
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)				



Compte de résultat

	30/06/2022	30/06/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	375	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	375	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	375	
Participation des salariés aux résultats (IX)	9 906	4 592
Impôts sur les bénéfices (X)	12 074	17 433
Total des produits (I+III+V+VII)	1 674 324	1 624 543
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 633 578	1 562 690
BENEFICE OU PERTE	40 745	61 852
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	4 340	3 990



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS COFIME AUDIT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2022, dont le total est de 1 025 058 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 40 745 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2021 au 30/06/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2022 ont été établis conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre 3 du livre VII du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 sous réserves des dispositions particulières du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets :
3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 7 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

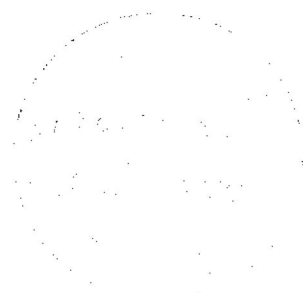
Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,22 %
- Taux de croissance des salaires : 1,50 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : faible à moyen
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2013)

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 18 699 euros.



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

La crise sanitaire COVID-19 ayant impacté l'économie française et mondiale n'a pas eu d'impact majeurs sur notre activité lors de cet exercice.

Néanmoins, afin de se prémunir contre tout risque d'exploitation, notre entité a souscrit en 04/2020 à deux PGE amortissables sur 5 ans pour un montant global de 300 K€. Au 30/06/2022, le solde restant à rembourser s'élève à 287 670 EUR

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

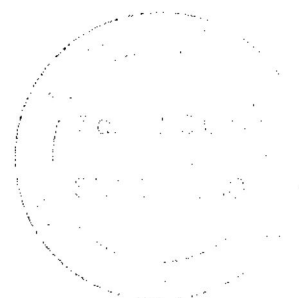
Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 500			3 500
Immobilisations incorporelles	3 500			3 500
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	12 239			12 239
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	33 353	1 112	10 607	23 858
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	45 592	1 112	10 607	36 097
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	49 092	1 112	10 607	39 597

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 112		1 112
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		1 112		1 112
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		10 607		10 607
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		10 607		10 607



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 515	1 224		6 739
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 059	2 793	10 607	19 245
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	32 574	4 017	10 607	25 984
ACTIF IMMOBILISE	32 574	4 017	10 607	25 984

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 938 772 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	456 430	456 430	
Autres	445 092	445 092	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	37 250	37 250	
Total	938 772	938 772	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	88
RABAIS.REMISES RISTOURNES&AVOIRS A	180 000
COMPTES COURANT DES ASS.INTERETS CO	4 340
Total	184 427

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 40 000,00 euros décomposé en 2 000 titres d'une valeur nominale de 20,00 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	14 620	4 079			18 699
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	14 620	4 079			18 699
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		4 079			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 656 339 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	287 756	74 371	213 384	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 195	106 195		
Dettes fiscales et sociales	259 508	259 508		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 880	2 880		
Produits constatés d'avance				
Total	656 339	442 955	213 384	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	12 705			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	17 274
INT.COURES/EMPRUNT ETABLIS.CREDIT	85
DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES A P	46 835
DETTES PROVISIONNEES POUR PARTICIPA	9 798
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL A PAYER	37 418
CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER	15 280
ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A PAYER	6 748
ETAT CHARGES A PAYER	2 345
Total	135 783

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	37 250		
Total	37 250		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

	30/06/2022
FRANCE	1 570 719
ETRANGER	47 060
TOTAL	1 617 779

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 2 550 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant	62 351	12 074	50 277
+ Résultat exceptionnel	375		375
- Participations des salariés	9 906		9 906
Résultat comptable	52 819	12 074	40 745
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Autres informations**Effectif**

Effectif moyen du personnel : 10 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	6	
Ouvriers		
Total	10	

Autres informations

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
GARANTIE DE L'ETAT SUR PGE (90% DU CAPITAL RESTANT DU)	258 903
Autres engagements reçus	258 903
Total	258 903
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 18 699 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 18 699 euros

Méthode taux d'actualisation : 3,22 %

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.